

Fin décembre 2023, 66 100 personnes bénéficient de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), dont l'effectif est en baisse de 3,4 % par rapport à fin 2022. Cette allocation est versée, sous condition de ressources, à des personnes invalides, titulaires d'une pension de retraite ou d'invalidité et ne remplissant pas la condition d'âge pour bénéficier de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa). En 2024, le nombre d'allocataires augmente (+1,3 % en un an) pour atteindre 66 900 en fin d'année.

Qui peut bénéficier de l'ASI ?

L'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) a été créée en 1957. Allocation individuelle, elle s'adresse, sous condition de ressources, aux personnes invalides soumises à une réduction d'au moins deux tiers de leur capacité de travail ou de gain, résidant en France¹ et percevant l'un des dispositifs suivants : pension d'invalidité, pension de réversion, pension d'invalidité de veuf ou de veuve, retraite anticipée (pour cause de carrière longue, de handicap, d'incapacité permanente ou au titre du dispositif de pénibilité créé par la réforme des retraites de 2014). Elle est versée jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite pour inaptitude², qui est requis pour que les personnes invalides bénéficient, sous condition de ressources, de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) [voir fiche 28]. Cependant, depuis le 1^{er} mars 2010, si l'allocataire travaille et perçoit une pension d'invalidité, il peut continuer à en bénéficier, ainsi que de l'ASI, jusqu'à la date de prise d'effet de la pension de retraite, au plus tard jusqu'à l'âge d'obtention automatique du taux plein³ (67 ans à partir de la génération 1955).

L'ASI est versée par l'organisme qui paye la pension d'invalidité (Caisse nationale de l'Assurance

maladie [CNAM], Mutualité sociale agricole [MSA]...) ou l'avantage vieillesse (Caisse nationale d'assurance vieillesse [CNAV], MSA...). Depuis le 1^{er} janvier 2021, l'ASI n'est plus financée par l'État mais par la CNAM⁴.

Le montant de l'allocation

L'ASI a fait l'objet d'une profonde refonte de son mode de calcul au 1^{er} avril 2020. Depuis cette date, il s'agit d'une allocation strictement différentielle pour les personnes seules et les couples d'allocataires, c'est-à-dire que le montant perçu est égal à la différence entre le plafond des ressources et le montant des ressources initiales du foyer⁵. L'ASI a aussi fait l'objet à cette date d'une première revalorisation exceptionnelle de son plafond de ressources⁶. Une deuxième revalorisation exceptionnelle a eu lieu le 1^{er} avril 2021. Ces deux revalorisations ont fait passer le plafond mensuel de ressources pour bénéficier de la prestation de 723,25 à 750, puis à 800 euros pour une personne seule et de 1 266,82 à 1 312,50, puis à 1 400 euros pour un couple.

Au 1^{er} avril 2025, le plafond mensuel de ressources pour bénéficier de la prestation est de 914,85 euros pour une personne seule et de 1 601,00 euros pour un couple. Une personne

1. L'ASI existe en France métropolitaine, dans les DROM (hors Mayotte) ainsi qu'à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

2. Contrairement à l'âge minimum légal de départ à la retraite, qui passe de 62 à 64 ans à la suite de la réforme des retraites de 2023, l'âge de départ à la retraite pour inaptitude n'est pas affecté par cette réforme et reste à 62 ans.

3. Voir article L. 341-16 du Code de la Sécurité sociale.

4. Décret n° 2020-1798 du 29 décembre 2020 relatif au transfert du financement de l'allocation supplémentaire d'invalidité à l'Assurance maladie.

5. Dans le cas d'un couple d'allocataires de l'ASI, chacun reçoit la moitié de cette différence.

6. Décret n° 2020-1251 du 13 octobre 2020 portant modification du mode de calcul et revalorisation de l'allocation supplémentaire d'invalidité. Les évolutions portées par ce décret ont été appliquées rétroactivement à partir du 1^{er} avril 2020.

seule reçoit ainsi une allocation d'un montant qui, additionné à ses ressources initiales (dont sa pension d'invalidité), lui permet d'atteindre 914,85 euros de ressources mensuelles (schéma 1). Le montant minimal d'une pension d'invalidité étant de 335,29 euros par mois au 1^{er} avril 2025, une personne seule bénéficiaire d'une pension d'invalidité perçoit au plus 579,56 euros d'ASI par mois. Pour un allocataire en couple dont le conjoint ne perçoit pas l'ASI⁷, le montant d'allocation est égal à 579,56 euros par mois, tant que les ressources mensuelles du couple sont inférieures à 1 021,44 euros. Au-delà, et dans la limite du plafond des ressources, le montant d'allocation est égal à la différence entre le plafond des ressources et le montant des ressources initiales.

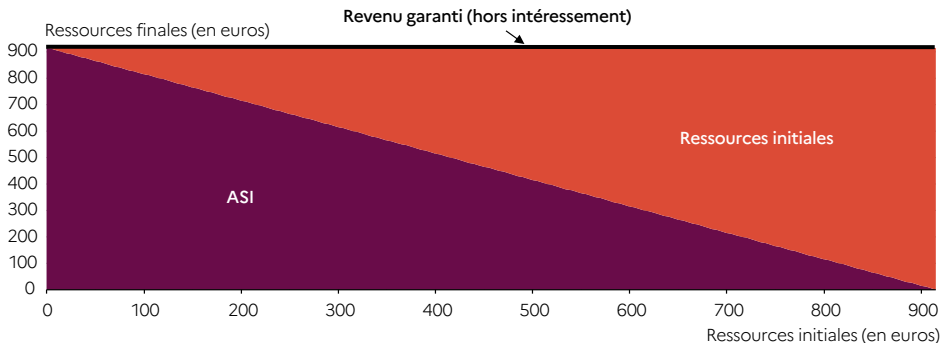
Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est possible de cumuler la totalité de l'ASI avec des revenus professionnels jusqu'à un certain montant :

540,54 euros par mois de revenus d'activité pour une personne seule et 900,90 euros par mois pour un couple au 1^{er} avril 2025⁸.

Depuis janvier 2007, les titulaires de l'ASI peuvent bénéficier, en plus de leur allocation, des mêmes compléments que les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH⁹), à savoir le complément de ressources et la majoration pour la vie autonome (voir fiche 26). Le complément de ressources a été supprimé à partir du 1^{er} décembre 2019. Toutefois, les personnes ayant des droits ouverts au complément de ressources à cette date peuvent continuer à en bénéficier, si elles remplissent les conditions d'éligibilité, pendant une durée maximale de dix ans.

Jusqu'à fin 2019, les sommes versées au titre de l'ASI pouvaient être récupérées sur la succession après le décès de l'allocataire, si l'actif net de la succession était supérieur à 39 000 euros.

Schéma 1 Revenu mensuel garanti, hors intéressement, pour une personne seule selon ses ressources, au 1^{er} avril 2025



Note > Le montant minimal d'une pension d'invalidité étant de 335,29 euros par mois au 1^{er} avril 2025, le montant de l'ASI ne peut être supérieur à 579,56 euros pour une personne bénéficiant d'une pension d'invalidité.

Lecture > Une personne seule avec des ressources initiales perçoit une allocation égale à la différence entre le plafond des ressources (914,85 euros) et le montant de ses ressources initiales. Son revenu garanti total mensuel s'élève à 914,85 euros. Son revenu global peut être supérieur à ce montant dans le cadre de l'intéressement, puisqu'une partie des revenus d'activité alors perçus sont exclus de la base de ressources. Le revenu global peut également être supérieur car certains types de ressources ne sont pas pris en compte dans l'assiette des ressources (voir fiche 09).

7. Si le conjoint est allocataire de l'Aspa ou de l'ASV, le calcul du montant de l'ASI est particulier.

8. Décret n° 2014-1568 du 22 décembre 2014 relatif à la prise en compte des revenus tirés de l'exercice d'une activité professionnelle dans l'appréciation des ressources pour la détermination des droits au titre de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa).

9. Par ailleurs, les allocataires de l'ASI peuvent recevoir une AAH dite « différentielle » : les personnes dans ce cas perçoivent au total le même montant que si elles ne percevaient que l'AAH. Fin 2017, 85 % des allocataires de l'ASI percevaient une AAH différentielle.

À compter du 1^{er} janvier 2020, la Sécurité sociale ne récupère plus les montants versés¹⁰ (y compris ceux versés avant le 1^{er} janvier 2020).

Neuf allocataires sur dix ont au moins 40 ans

22 % des allocataires sont âgés de 40 à 49 ans, 55 % de 50 à 59 ans (tableau 1). Le recul progressif de l'âge légal de départ à la retraite pour inaptitude entre 2011 et 2017 a entraîné une hausse de la part des allocataires âgés de 60 ans ou plus¹¹ (15 % fin 2023, contre 7 % fin 2010). 48 % des allocataires sont des hommes. 18 %

des allocataires sont des invalides capables d'exercer une activité professionnelle, soit une proportion moindre que pour l'ensemble des bénéficiaires de pensions d'invalidité (28 %), et 79 % sont des invalides incapables d'exercer une activité professionnelle mais pouvant effectuer seuls les actes de la vie courante.

Les effectifs d'allocataires diminuent en 2023

Au 31 décembre 2023, 66 100 personnes perçoivent l'ASI en France, dont 65 700 en France métropolitaine.

Tableau 1 Caractéristiques des allocataires de l'ASI, fin 2023

			En %
Caractéristiques	Allocataires de l'ASI	Ensemble des bénéficiaires d'une pension d'invalidité ²	Ensemble de la population âgée de 25 à 64 ans
Effectifs (en nombre)	66 100	825 000	33 037 700
Sexe			
Femme	52	56	51
Homme	48	44	49
Âge			
20 à 24 ans	0,1	0,2	-
25 à 29 ans	1	1	11
30 à 39 ans	7	6	24
40 à 49 ans	22	18	25
50 à 59 ans	55	54	27
60 ans ou plus	15	20	13
Catégorie d'invalidité¹			
1	18	28	-
2	79	71	-
3	3	1	-

1. Selon la catégorie de la dernière pension perçue en 2023.
Catégorie 1 : invalides capables d'exercer une activité professionnelle.
Catégorie 2 : invalides absolument incapables d'exercer une activité professionnelle.
Catégorie 3 : invalides absolument incapables d'exercer une activité professionnelle et qui sont dans l'obligation d'avoir recours à une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie courante.
2. Les anciens fonctionnaires reconnus invalides sont considérés comme bénéficiaires d'une pension d'invalidité avant l'âge d'ouverture des droits à la retraite, puis d'une pension de retraite après cet âge. À la SNCF et à la RATP, compte tenu de la part élevée des départs anticipés, l'ensemble des pensions d'invalidité sont considérées comme des pensions de retraite.
Champ > France. Tous régimes hors ceux des fonctionnaires (10 % des bénéficiaires d'une pension d'invalidité pour la répartition selon la catégorie d'invalidité car il n'existe pas de catégorie pour ces régimes ; régime général (CNAM), y compris travailleurs indépendants, pour les répartitions des allocataires de l'ASI (90 % des allocataires de l'ASI relèvent de la CNAM). Ensemble de la population : personnes vivant en logement ordinaire en France (hors Mayotte).
Sources > CNAM ; SNDS 2023, calculs DREES ; DREES, enquête EACR 2023, pour les bénéficiaires d'une pension d'invalidité ; Insee, enquête Emploi 2023, pour les caractéristiques de l'ensemble de la population.

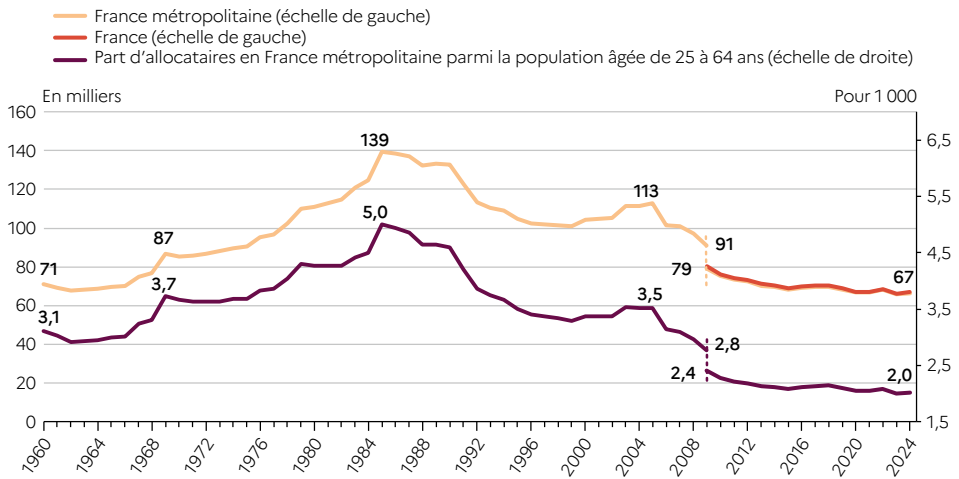
10. Article 270 de la loi de finances pour 2020.
11. Avant 2020, la ventilation par âge est calculée sur le champ des allocataires au moins une fois dans l'année.

Depuis sa création, le nombre d'allocataires en France métropolitaine a augmenté régulièrement jusqu'à la fin 1985, pour s'établir à 139 000 personnes¹² (graphique 1). Il a ensuite fortement diminué jusqu'à la fin 1999, atteignant 101 000 personnes.

Après une phase temporaire de légère hausse de 2000 à 2005, les effectifs ont baissé entre 2005 et 2009 (-19 %). La baisse se poursuit de fin 2009 à fin 2015 mais elle est moindre (-2,4 % en moyenne par an, contre -5,2 % entre fin 2005 et fin 2009). Ce ralentissement est lié à l'augmentation progressive de l'âge légal de départ à la retraite pour inaptitude qui a retardé, à compter du 1^{er} juillet 2011, le basculement de l'ASI vers l'Aspa à partir de la génération née en 1951.

La tendance s'est inversée en 2016, puisque le nombre d'allocataires en France augmente de nouveau (+1,4 % en un an). Cette croissance est portée à la fois par une plus forte hausse du nombre d'allocataires âgés de 60 ans ou plus (+16 % en 2016, après +9 % en 2015 et +10 % en 2014) et également par la stagnation du nombre d'allocataires âgés de moins de 60 ans, alors que leur nombre n'avait cessé de diminuer entre 2009 et 2015 (-3,3 % en moyenne par an). Le nombre d'allocataires est resté stable en 2017 et 2018 (+0,4 % en 2017 et une croissance nulle en 2018). Ce ralentissement résulte d'une hausse de plus en plus faible du nombre d'allocataires âgés de 60 ans ou plus (de +16 % en 2016 à +4 % en 2018) et d'une stabilisation du nombre des autres allocataires.

Graphique 1 Évolution du nombre, et de la part parmi la population âgée de 25 à 64 ans, d'allocataires de l'ASI, depuis 1960



Note > Il y a une rupture de série en 2009. Depuis 2009, le nombre d'allocataires de l'ASI correspond aux effectifs au 31 décembre de l'année. Avant 2009, pour la CNAM, depuis une date indéterminée, il s'agit des effectifs d'allocataires au moins une fois dans l'année et non au 31 décembre. Pour les autres régimes, il s'agit des allocataires au 31 décembre. Pour 2009, les effectifs obtenus sont présentés selon les deux méthodes de calcul.

Champ > Effectifs en France, au 31 décembre de chaque année.

Sources > CNAM ; SNDS, calculs DREES ; CDC ; Insee, population estimée au 1^{er} janvier de l'année $n+1$ (pour la part d'allocataires de l'année n).

¹² La série d'allocataires de l'ASI présente une rupture entre 2009 et 2010. Avant 2009, pour la CNAM, depuis une date indéterminée, il s'agit des effectifs d'allocataires au moins une fois dans l'année et non au 31 décembre. Pour les autres régimes, il s'agit des allocataires au 31 décembre. Les chiffres cités dans cette partie concernent les effectifs tous régimes. Ils correspondent donc, pour les années antérieures à 2009, principalement aux effectifs au moins une fois dans l'année (en 2009, 89 % des allocataires de l'ASI relèvent de la CNAM). Depuis 2009, le nombre d'allocataires de l'ASI correspond aux effectifs au 31 décembre de l'année.

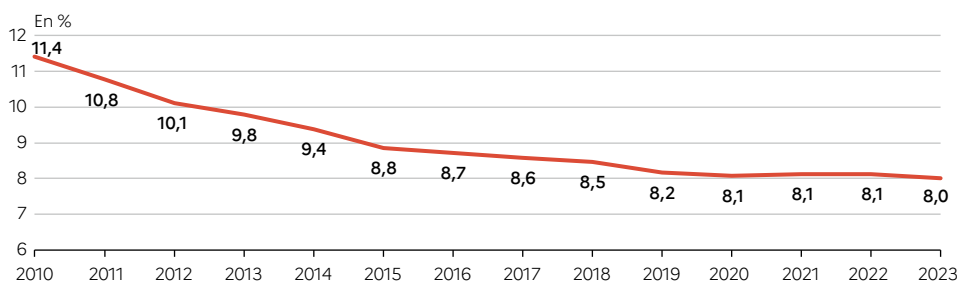
En 2019, les effectifs en France diminuent à nouveau légèrement (-2,1 %). La croissance du nombre d'allocataires âgés de 60 ans ou plus est toujours positive mais est de plus en plus faible (+0,7 %), alors que le nombre des autres allocataires diminue. La baisse des effectifs se poursuit en 2020 (-2,6 %), malgré la première revalorisation exceptionnelle du plafond mensuel de ressources de l'ASI en avril 2020. En dépit de la seconde revalorisation exceptionnelle du plafond de l'ASI en avril 2021, le nombre d'allocataires reste stable (+0,1 %) cette année-là. Après une hausse en 2022 (+1,9 %), les effectifs baissent en 2023 (-3,4 %), pour atteindre 66 100 allocataires en fin d'année. En 2024, le nombre d'allocataires recommence

à augmenter (+1,3 % en un an) pour atteindre 66 900 en fin d'année.

Une surreprésentation des allocataires sur le pourtour méditerranéen et dans le Massif central

Fin 2023, les allocataires de l'ASI représentent 0,2 % de la population âgée de 25 à 64 ans. Ces effectifs sont équivalents à 8,0 % des bénéficiaires d'une pension d'invalidité (graphique 2). Leur part dans la population âgée de 25 à 64 ans est relativement plus élevée dans les départements du pourtour méditerranéen (en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Occitanie) et dans le Massif central. Les parts d'allocataires les plus faibles se trouvent en région parisienne et dans les DROM. ■

Graphique 2 Évolution du ratio entre les effectifs des allocataires de l'ASI et ceux des bénéficiaires d'une pension d'invalidité, depuis 2010



Note > Tous les allocataires de l'ASI ne bénéficient pas d'une pension d'invalidité. La proportion d'allocataires de l'ASI bénéficiant d'une pension d'invalidité est de 97,4 % fin 2020 (source : DREES, EIR).

Champ > France, au 31 décembre de chaque année.

Sources > CNAM ; SNDS, calculs DREES ; DREES, EACR.

Pour en savoir plus

- > Données complémentaires sur le site de la DREES, édition 2025 de *Minima sociaux et prestations de solidarité*, rubrique Données, fiche 27.
- > Des données annuelles sur l'ASI sont disponibles par département depuis 1995 dans l'espace Open Data de la DREES, thème Minima sociaux et pauvreté, jeu de données Minima sociaux, RSA et prime d'activité, fichier Minima sociaux, données départementales par dispositif, tableau 8 : data.drees.solidarité-sante.gouv.fr.
- > **Cheloudko, P. (dir.)** (2025, juillet). Le minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire d'invalidité. *Les retraités et les retraites*. DREES, coll. Panoramas de la DREES-Social.